

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT



Coûts complets par programmes au sein de la mission

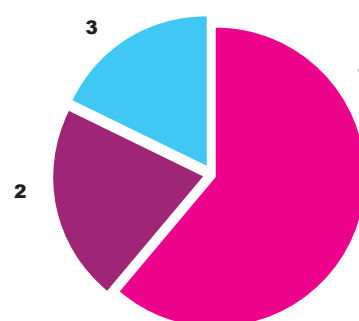
en millions d'euros

1 Action de la France en Europe et dans le monde : 1 351 M€ **61,17 %**

2 Rayonnement culturel et scientifique : 469 M€ **21,22 %**

3 Français à l'étranger et étrangers en France : 389 M€ **17,6 %**

TOTAL DE LA MISSION : 2 208 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 29 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

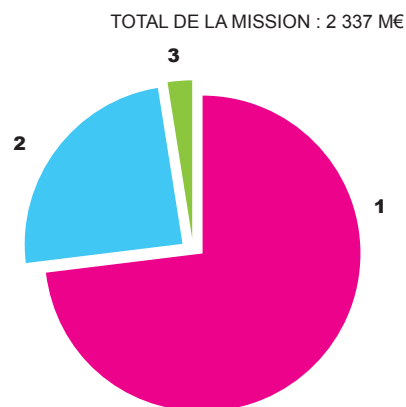
MISSION ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT



Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Administration territoriale : 1 834 M€ **78,47 %**
- 2 Vie politique, culturelle et associative : 457 M€ **19,53 %**
- 3 Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur : 47 M€ **1,99 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 26 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

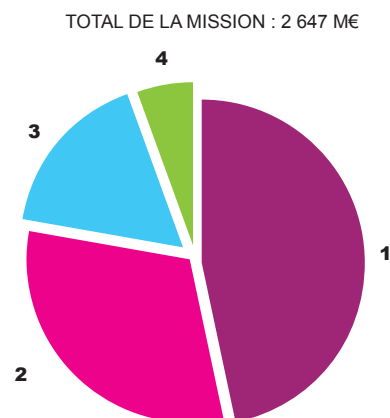
MISSION AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES



Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural : 1 239 M€ **46,82 %**
- 2 Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés : 822 M€ **31,07 %**
- 3 Forêt : 442 M€ **16,69 %**
- 4 Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture : 143 M€ **5,42 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 34 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Taux réduit de TIPP applicable au fioul domestique utilisé comme carburant diesel.

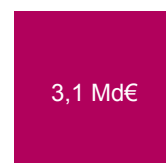
Exonération plafonnée de TIPP pour les esters méthyliques d'huiles végétales, les esters méthyliques d'huile animale, les biogazoles de synthèse, les esters éthyliques d'huile végétale incorporés au gazole ou au fioul domestique, le contenu en alcool des dérivés de l'alcool éthylique et l'alcool éthylique d'origine agricole incorporé directement aux supercarburants ou au superéthanol E85.

Exonération des parts départementales et régionales en faveur des terres agricoles.

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

2006



2007



LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT



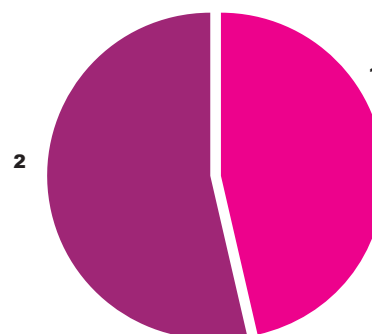
Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 2 914 M€

1 Aide économique et financière au développement : 1 357 M€ **46,57 %**

2 Solidarité à l'égard des pays en développement : 1 557 M€ **53,43 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

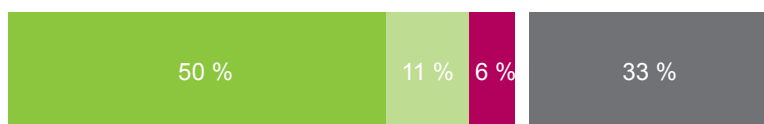
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 18 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

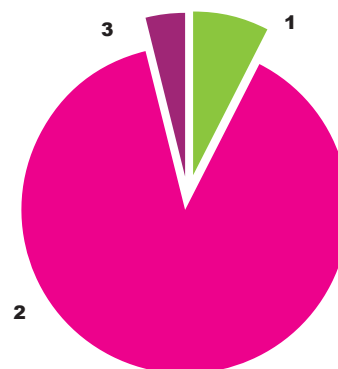


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 3 848 M€

- 1 Liens entre la nation et son armée : 291 M€ **7,56 %**
- 2 Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant : 3 412 M€ **88,66 %**
- 3 Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale : 146 M€ **3,78 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

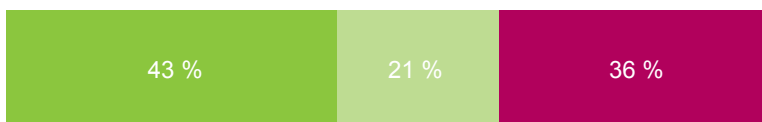
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 14 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Exonération de la retraite du combattant, des pensions militaires d'invalidité, des retraites mutuelles servies aux anciens combattants et aux victimes de guerre et de l'allocation de reconnaissance servie aux anciens membres des formations supplétives de l'armée française en Algérie (harkis) et à leurs veuves.

Demi-part supplémentaire pour les contribuables (et leurs veuves) de plus de 75 ans titulaires de la carte du combattant.

Déduction des versements effectués en vue de la retraite mutualiste du combattant.

2006

0,5 Md€

2007

0,5 Md€

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

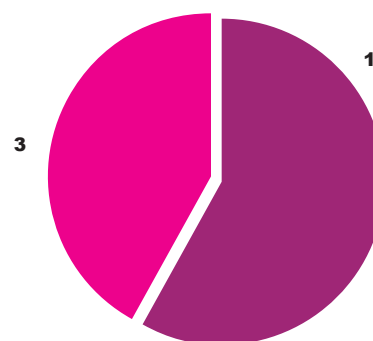


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 426 M€

- 1 Conseil d'État et autres juridictions administratives : 248 M€ **58,25 %**
- 2 Conseil économique et social : les coûts complets ne sont pas établis pour ce programme
- 3 Cour des comptes et autres juridictions financières : 178 M€ **41,75 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

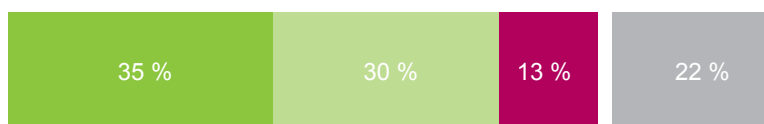
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 23 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION CULTURE

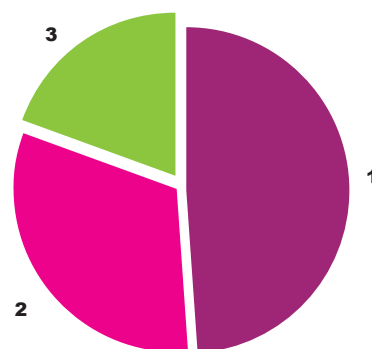


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 2 902 M€

- 1 Patrimoines : 1 419 M€ **48,90 %**
- 2 Création : 922 M€ **31,79 %**
- 3 Transmission des savoirs et démocratisation de la culture : 560 M€ **19,31 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

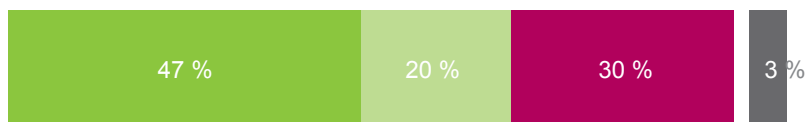
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 30 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Déduction des dépenses spécifiques exposées dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager et imputation sur le revenu global sans limitation de montant du déficit foncier résultant de l'ensemble des charges, à l'exclusion des intérêts d'emprunt : dispositif MALRAUX.

Taux de 2,10 % applicable aux droits d'entrée des 140 premières représentations de certains spectacles.

Imputation sur le revenu global sans limitation de montant des déficits fonciers supportés par les propriétaires de monuments historiques classés, inscrits ou assimilés (immeubles bâtis).

2006

0,2 Md€

2007

0,2 Md€

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

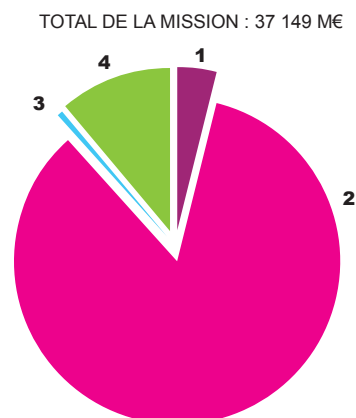
MISSION DÉFENSE



Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Environnement et prospective de la politique de défense : 1 541 M€ **4,15 %**
- 2 Préparation et emploi des forces : 31 354 M€ **84,40 %**
- 3 Soutien de la politique de la défense : 168 M€ **0,45 %**
- 4 Équipement des forces : 4 086 M€ **11 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 44 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Exonération de TIPP pour le ministère de la défense.

Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux volontaires civils et aux personnes accomplissant un volontariat de solidarité internationale ou un volontariat associatif.

2006

< 0,1 Md€

2007

< 0,1 Md€

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

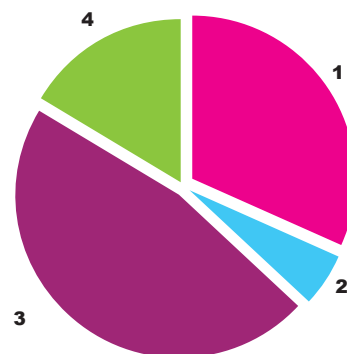


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 3 951 M€

- 1 Développement des entreprises : 1 254 M€ **31,75 %**
- 2 Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel : 208 M€ **5,27 %**
- 3 Régulation et sécurisation des échanges de biens et services : 1 845 M€ **46,70 %**
- 4 Passifs financiers miniers : 643 M€ **16,28 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 43 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

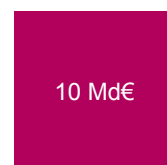
Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Taxation au taux réduit des plus-values à long terme provenant de cession de titres de participation et de certaines parts de FCPR et de SCR, ainsi que, sous certaines conditions, de leurs distributions, et des produits de concession de brevets.

Abattement de 50 % puis de 40 % à compter des revenus 2006 sur certains revenus distribués de sociétés françaises ou étrangères.

Exonération des gains de cessions de valeurs mobilières réalisées dans le cadre d'un plan d'épargne en actions.

2006



2007



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT



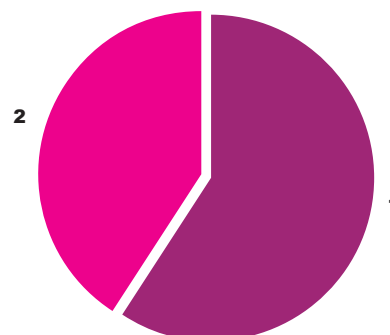
Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 520 M€

1 Coordination du travail gouvernemental : 308 M€ **59,31 %**

2 Fonction publique : 212 M€ **40,69 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 15 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

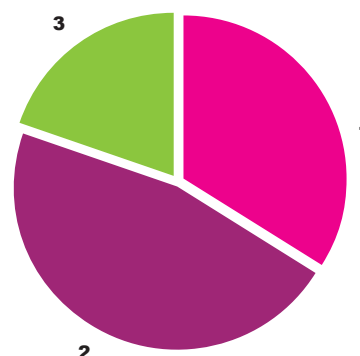


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Prévention des risques et lutte contre les pollutions : 250 M€ **34,06 %**
- 2 Gestion des milieux et biodiversité : 342 M€ **46,5%**
- 3 Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable : 143 M€ **19,44 %**

TOTAL DE LA MISSION : 734 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

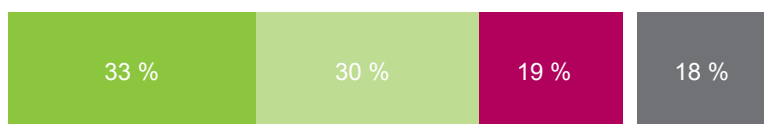
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 27 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Crédit d'impôt pour dépenses d'acquisition d'un véhicule fonctionnant au moyen du gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou de gaz naturel véhicule (GNV) ou de l'énergie électrique, ou pour dépenses de transformation d'un véhicule de moins de trois ans destinées à permettre son fonctionnement au moyen du GPL.

Application du taux réduit de la TVA à la fourniture par réseaux d'énergie d'origine renouvelable et aux abonnements.

Taux réduit de TIPP pour les butanes et propane utilisés comme carburant sous condition d'emploi.

2006

< 0,1 Md€

2007

< 0,1 Md€

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ÉTAT

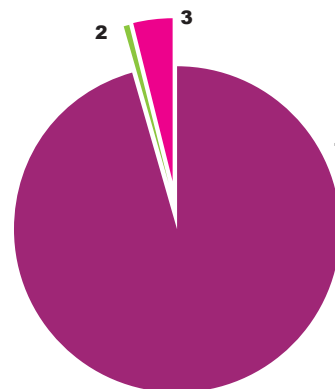


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs) : 39 556 M€ **95,69 %**
- 2 Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs) : 283 M€ **0,69 %**
- 3 Épargne : 1 497 M€ **3,62 %**
- 4 Majoration de rentes : les coûts complets ne sont pas établis pour ce programme

TOTAL DE LA MISSION : 41 337 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 25 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Exonération ou imposition réduite des produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie.

Exonération des sommes versées au titre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement aux plans d'épargne salariale.

Exonération des gains réalisés lors des cessions à titre onéreux de titres acquis dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale.

2006

7,5 Md€

2007

6 Md€

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

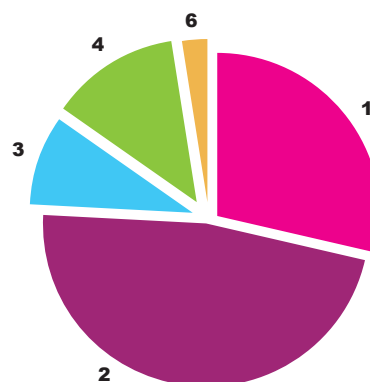


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Enseignement scolaire public du premier degré : 16 871 M€ **28,77 %**
- 2 Enseignement scolaire public du second degré : 27 702 M€ **47,24 %**
- 3 Vie de l'élève : 5 265 M€ **8,98 %**
- 4 Enseignement privé du premier et du second degrés : 7 382 M€ **12,59 %**
- 5 Soutien de la politique de l'éducation nationale : 0 M€ **0 %**
- 6 Enseignement technique agricole : 1 417 M€ **2,42 %**

TOTAL DE LA MISSION : 58 636 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

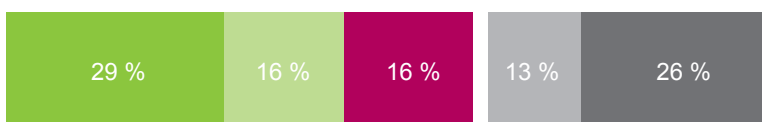
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 109 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement secondaire.

Exonération des indemnités de stage en entreprise versées aux élèves et étudiants.

2006



2007



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

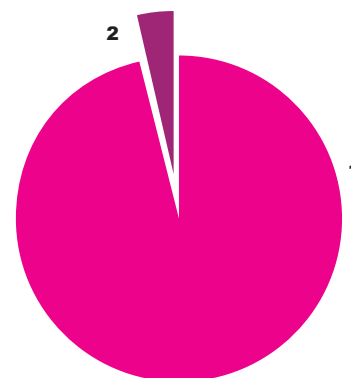


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 8 531 M€

- 1 Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local : 8 225 M€ **96,42 %**
- 2 Conduite et pilotage des politiques économique, financière et industrielle : 305 M€ **3,58 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 31 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Réduction d'impôt pour télédéclaration et paiement par prélèvement ou par voie électronique.

Réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion ou une association agréés.

Déduction forfaitaire de 3 % pour la détermination du résultat de l'année d'adhésion à une association agréée.

2006



2007



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION JUSTICE

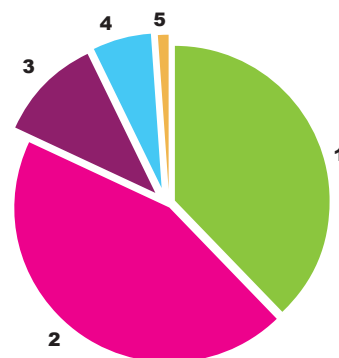


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Justice judiciaire : 2 573 M€ **37,87 %**
- 2 Administration pénitentiaire : 2 965 M€ **43,64 %**
- 3 Protection judiciaire de la jeunesse : 771 M€ **11,35 %**
- 4 Accès au droit et à la justice : 405 M€ **5,97 %**
- 5 Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés : 80 M€ **1,18 %**

TOTAL DE LA MISSION : 6 794 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

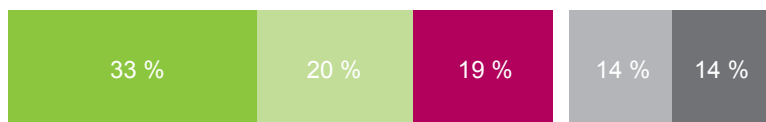
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 58 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Taux de 5,5 % applicable aux prestations réalisées par les avocats et les avoués dans le cadre de l'aide juridictionnelle.

Franchise en base pour les avocats et les avoués dont le chiffre d'affaires n'excède pas 37 400 €.

2006

< 0,1 Md€

2007

< 0,1 Md€

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION MÉDIAS

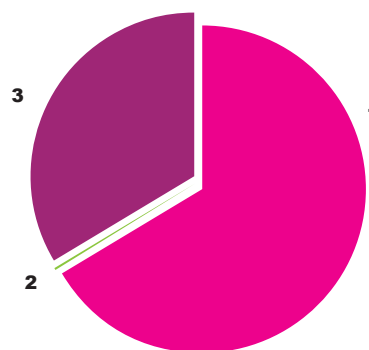


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 466 M€

- 1 Presse : 311 M€ **66,59 %**
- 2 Chaîne française d'information internationale : 0,03 M€ **0,01 %**
- 3 Audiovisuel extérieur : 156 M€ **33,4 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 19 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Taux de 2,10 % applicable aux publications de presse.

2006



2007



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION OUTRE-MER

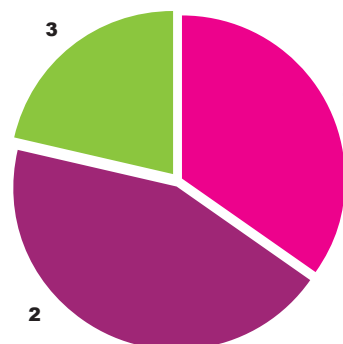


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Emploi outre-mer : 732 M€ **34,84 %**
- 2 Conditions de vie outre-mer : 922 M€ **43,88 %**
- 3 Intégration et valorisation de l'outre-mer : 447 M€ **21,28 %**

TOTAL DE LA MISSION : 2 100 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 18 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

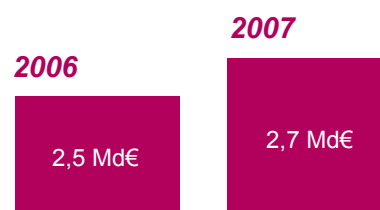
Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Régime des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ; fixation des taux de TVA à : 8,5 % pour le taux normal, 2,1 % pour le taux réduit.

Réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer, avant le 31 décembre 2017.

Réduction, dans la limite d'un certain montant, pour les contribuables des D.O.M. de la cotisation résultant du barème (30 % en Guadeloupe, Martinique et Réunion, et 40 % en Guyane).



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION POLITIQUE DES TERRITOIRES

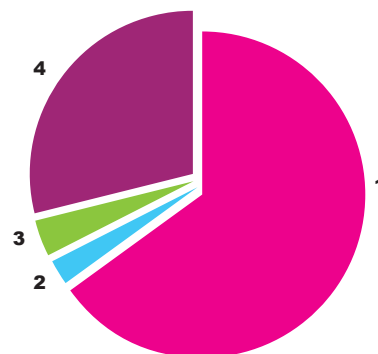


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 2 272 M€

- 1 Aménagement, urbanisme et ingénierie publique : 1 482 M€ **65,24 %**
- 2 Information géographique et cartographique : 51 M€ **2,26 %**
- 3 Tourisme : 83 M€ **3,66 %**
- 4 Aménagement du territoire : 655 M€ **28,84 %**
- 5 Interventions territoriales de l'État : les coûts complets ne sont pas établis pour ce programme



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

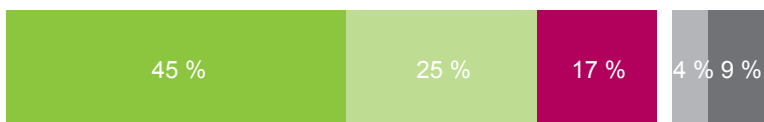
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 47 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Taux de 5,5 % pour la fourniture de logements dans les hôtels.

Crédit d'impôt « anti-délocalisation » pour les entreprises implantées dans des zones d'emploi en grande difficulté.

Taux particuliers applicables à divers produits et services consommés ou utilisés en Corse.

2006

2,7 Md€

2007

2,6 Md€

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

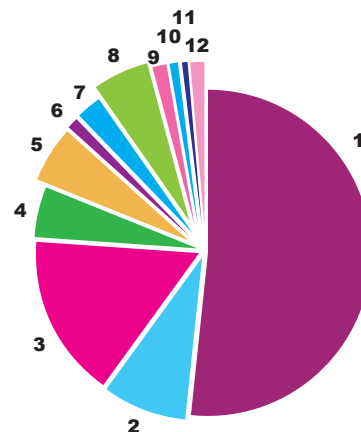


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Formations supérieures et recherche universitaire : 11 925 M€ **51,86 %**
- 2 Vie étudiante : 1 887 M€ **8,21 %**
- 3 Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires : 3 710 M€ **16,14 %**
- 4 Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources : 1 167 M€ **5,07 %**
- 5 Recherche spatiale : 1 252 M€ **5,44 %**
- 6 Recherche dans le domaine des risques et des pollutions : 259 M€ **1,13 %**
- 7 Recherche dans le domaine de l'énergie : 616 M€ **2,68 %**
- 8 Recherche industrielle : 1 273 M€ **5,54 %**
- 9 Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat : 272 M€ **1,18 %**
- 10 Recherche duale (civile et militaire) : 196 M€ **0,85 %**
- 11 Recherche culturelle et culture scientifique : 155 M€ **0,67 %**
- 12 Enseignement supérieur et recherche agricoles : 281 M€ **1,22 %**

TOTAL DE LA MISSION : 22 993 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

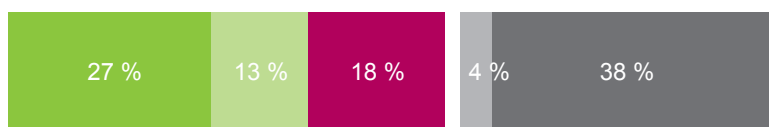
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 138 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

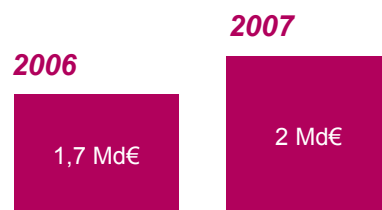
Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Crédit d'impôt en faveur de la recherche.

Taxation réduite des plus-values professionnelles à long terme et de certains produits de la propriété industrielle.

Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur.



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE



Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 657 M€

1 Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres : les coûts complets ne sont pas établis pour ce programme

2 Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins : 657 M€ **100 %**

3 Régime de retraite des mines, de la SEITA et divers : les coûts complets ne sont pas établis pour ce programme

La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 24 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 522 M€

- 1 Concours financiers aux communes et groupements de communes : les coûts complets ne sont pas établis pour ce programme
- 2 Concours financiers aux départements : les coûts complets ne sont pas établis pour ce programme
- 3 Concours financiers aux régions : les coûts complets ne sont pas établis pour ce programme
- 4 Concours spécifiques et administration : 522 M€ **100 %**

La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

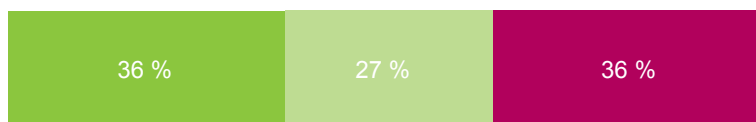
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 11 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION SANTÉ

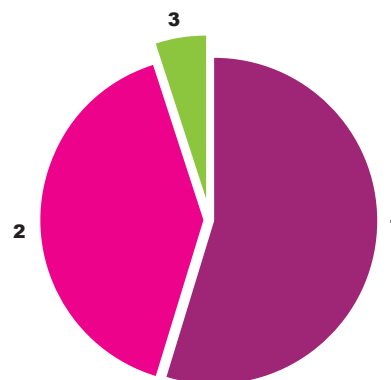


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 706 M€

- 1 Santé publique et prévention : 387 M€ **54,86 %**
- 2 Offre de soins et qualité du système de soins : 283 M€ **40,13 %**
- 3 Drogue et toxicomanie : 35 M€ **5,01 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

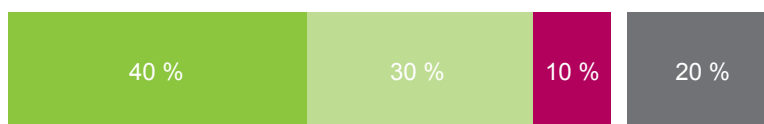
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 20 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Taux de 2,10 % applicable aux médicaments remboursables ou soumis à autorisation temporaire d'utilisation et aux produits sanguins.

Exonération des indemnités et prestations servies aux victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Exonération des indemnités journalières de sécurité sociale servies au titre des maladies «longues et coûteuses».

2006

2,3 Md€

2007

2,2 Md€

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION SÉCURITÉ

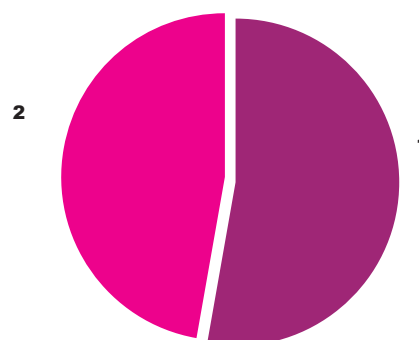


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 16 225 M€

- 1 Police nationale : 8 581 M€ **52,89 %**
- 2 Gendarmerie nationale : 7 644 M€ **47,11 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 46 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION SÉCURITÉ CIVILE

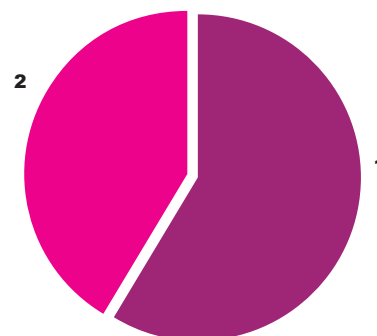


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 440 M€

- 1 Intervention des services opérationnels : 258 M€ **58,59 %**
- 2 Coordination des moyens de secours : 182 M€ **41,41 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

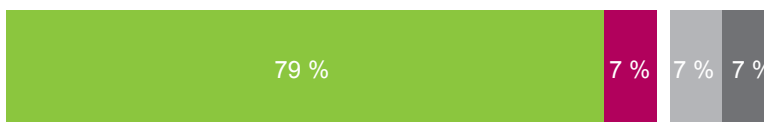
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 14 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Exonération des vacances horaires et des avantages retraite servis aux sapeurs-pompiers volontaires.

2006



2007



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION SÉCURITÉ SANITAIRE

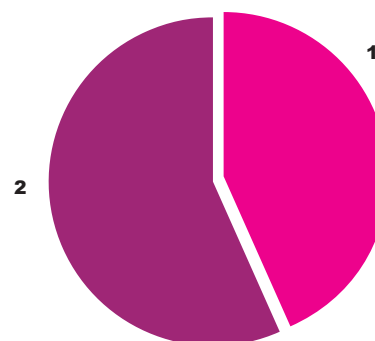


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 1 151 M€

- 1 Veille et sécurité sanitaires : 500 M€ **43,39 %**
- 2 Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation : 652 M€ **56,61 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

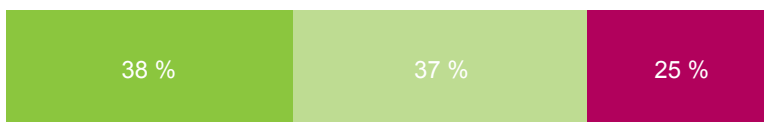
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 16 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Provision pour dépenses de mise en conformité en matière de sécurité alimentaire et pour mise aux normes dans les hôtels, cafés et restaurants.

2006

< 0,1 Md€

2007

< 0,1 Md€

Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

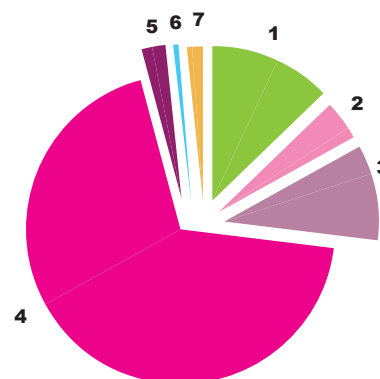


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables : 1 619 M€ **13,16 %**
- 2 Accueil des étrangers et intégration : 508 M€ **4,13 %**
- 3 Actions en faveur des familles vulnérables : 1 236 M€ **10,05 %**
- 4 Handicap et dépendance : 8 481 M€ **68,92 %**
- 5 Protection maladie : 296 M€ **2,41 %**
- 6 Égalité entre les hommes et les femmes : 33 M€ **0,27 %**
- 7 Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales : 132 M€ **1,07 %**

TOTAL DE LA MISSION : 12 307 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

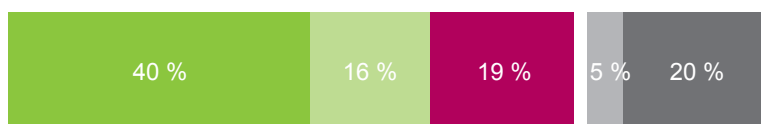
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 75 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

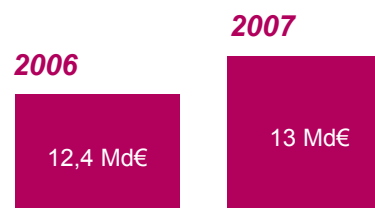
Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Abattement de 10 % sur le montant des pensions (y compris les pensions alimentaires) et des retraites.

Exonération en faveur de certains contrats d'assurance maladie complémentaire.

Exonération des prestations familiales, de l'allocation aux adultes handicapés ou des pensions d'orphelin, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, et, depuis le 1^{er} janvier 2004, la prestation d'accueil du jeune enfant.



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

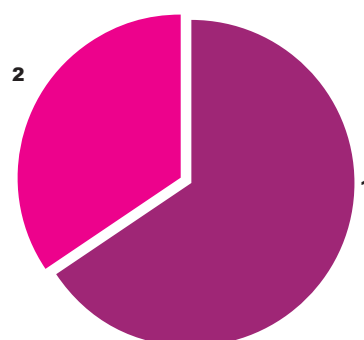


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 854 M€

- 1 Sport : 561 M€ **65,67 %**
- 2 Jeunesse et vie associative : 293 M€ **34,33 %**
- 3 Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative : 0 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

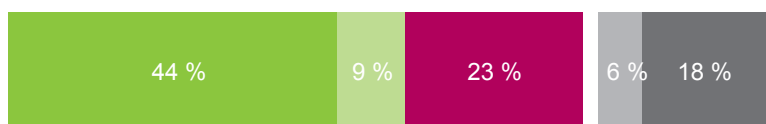
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 34 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

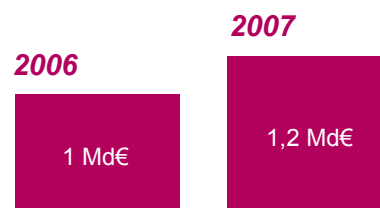
Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Réduction d'impôt au titre des dons.

Réduction d'impôt au titre des dons faits par les entreprises à des œuvres ou organismes d'intérêt général.

Exonération en matière d'impôt sur les sociétés des revenus patrimoniaux perçus par les fondations reconnues d'utilité publique au titre des activités non lucratives.



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION STRATÉGIE ÉCONOMIQUE ET PILOTAGE DES FINANCES PUBLIQUES



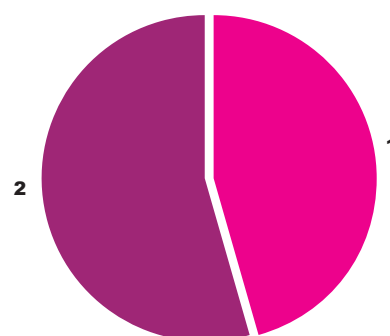
Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 877 M€

1 Stratégie économique et financière et réforme de l'État : 401 M€ **45,70 %**

2 Statistiques et études économiques : 476 M€ **54,30 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

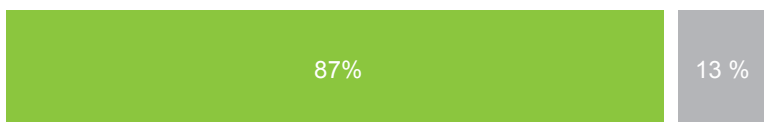
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 15 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

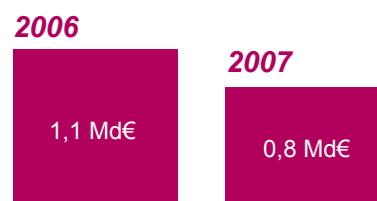
Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Réduction de droits pour les donations.

Abattement sur les donations consenties au profit des petits-enfants.

Réduction de droits en raison du nombre d'enfants du donataire ou de l'héritier.



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION TRANSPORTS

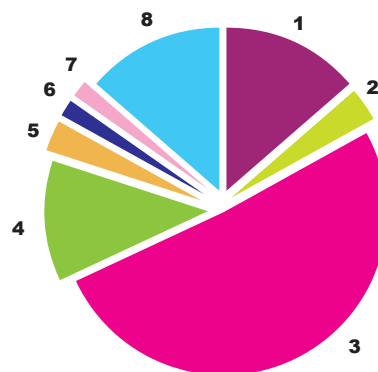


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Réseau routier national : 1 316 M€ **13,72 %**
- 2 Sécurité routière : 312 M€ **3,25 %**
- 3 Transports terrestres et maritimes : 4 929 M€ **51,36 %**
- 4 Passifs financiers ferroviaires : 1 140 M€ **11,88 %**
- 5 Sécurité et affaires maritimes : 296 M€ **3,08 %**
- 6 Transports aériens : 155 M€ **1,61 %**
- 7 Météorologie : 165 M€ **1,72 %**
- 8 Soutien et pilotage des politiques de l'équipement : 1 285 M€ **13,38 %**

TOTAL DE LA MISSION : 9 597 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 66 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Exonération de TIPP pour les carburateurs utilisés à bord des avions.

Dégrèvement en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou de bateaux.

Remboursement d'une fraction de TIPP sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers.

2006



2007



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION TRAVAIL ET EMPLOI

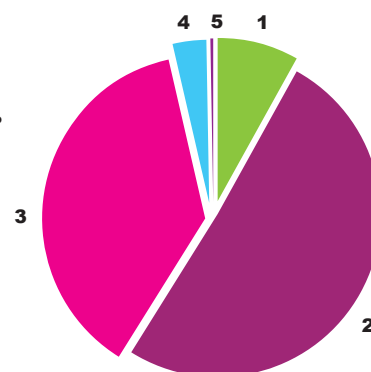


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

TOTAL DE LA MISSION : 12 791 M€

- 1 Développement de l'emploi : 1 045 M€ **8,17 %**
- 2 Accès et retour à l'emploi : 6 488 M€ **50,72 %**
- 3 Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques : 4 818 M€ **37,67 %**
- 4 Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail : 427 M€ **3,34 %**
- 5 Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail : 13 M€ **0,10 %**



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

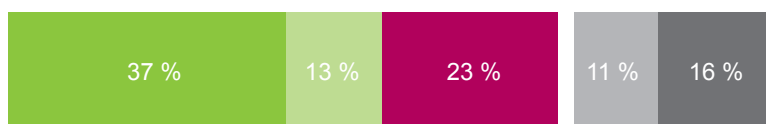
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 70 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

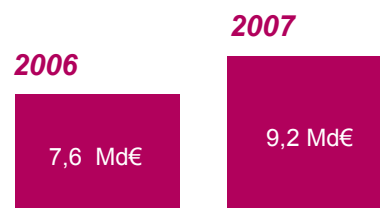
Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Prime pour l'emploi en faveur des contribuables modestes déclarant des revenus d'activité.

Réduction d'impôt au titre de l'emploi, par les particuliers, d'un salarié à domicile.

Taux de 5,5 % pour les recettes provenant de la fourniture des repas par les cantines d'entreprises ou d'administrations.



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

MISSION VILLE ET LOGEMENT

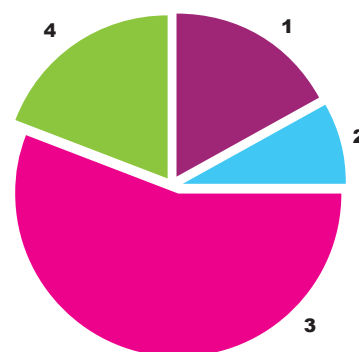


Coûts complets par programmes au sein de la mission

en millions d'euros

- 1 Rénovation urbaine : 1 492 M€ **17,01 %**
- 2 Équité sociale et territoriale et soutien : 716 M€ **8,16 %**
- 3 Aide à l'accès au logement : 4 907 M€ **55,92 %**
- 4 Développement et amélioration de l'offre de logement : 1 659 M€ **18,91 %**

TOTAL DE LA MISSION : 8 775 M€



La présentation des coûts complets, assis sur des données de comptabilité générale, ne revêt pas un aspect exhaustif : l'ensemble des immobilisations n'est pas encore pris en compte dans le bilan de l'État, le périmètre des actifs intégrés est variable selon les ministères. Le rattachement des charges à l'exercice est néanmoins effectif pour l'ensemble des programmes faisant l'objet d'une comptabilité d'analyse des coûts : ainsi, si les données comptables et les traitements analytiques ne permettent pas d'évaluer avec suffisamment de précision les coûts complets des politiques publiques, l'exercice n'en conserve pas moins un caractère indicatif et illustratif.

Performance : évolution 2007

Réalisation conforme

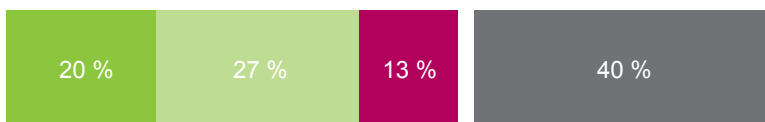
Évolution significative

Pas d'amélioration

Comparaison impossible

Données non renseignées

2007 : 30 indicateurs



L'évolution de la performance de la mission est évaluée à partir des indicateurs des programmes, ayant, dans le RAP, une valeur de réalisation pour 2007, et ayant une valeur prévisionnelle dans le PAP 2007, permettant ainsi une comparaison : la valeur de l'écart entre la réalisation et la prévision est analysée dans le rapport annuel de performances du programme, et indique si la réalisation est conforme à la prévision, si l'évolution est significative sans atteindre la prévision, ou bien si le résultat, étant trop éloigné de la prévision, ne montre pas d'amélioration.

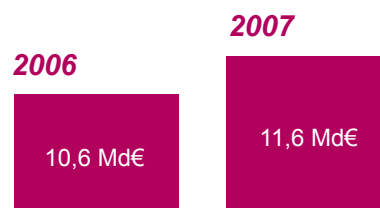
Évaluation des dépenses fiscales

Exemple de dépenses fiscales rattachées à la mission :

Taux de 5,5 % pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des logements achevés depuis plus de deux ans.

Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur des économies d'énergie et du développement durable.

Déduction des dépenses de grosses réparations et d'amélioration.



Avertissement : sont mentionnés ici le coût de l'ensemble des dépenses fiscales rattachées à la mission et à titre illustratif les principales d'entre elles.

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, ces chiffrages ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

LES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

AUTRES MISSIONS



Pouvoirs publics

Dépenses directes (crédits de paiement)

Sont présentées pour cette mission les dépenses en crédits de paiement, dans la mesure où les coûts complets n'ont pu être établis.

En millions d'euros

1	Présidence de la République	34
2	Assemblée nationale	530
3	Sénat	314
4	La chaîne parlementaire	26
5	Conseil constitutionnel	7
6	Haute Cour de justice	0
7	Cour de justice de la République	1
8	Indemnités des représentants français au Parlement européen	8

Total de la mission : 921 M€



Performance

Compte tenu de sa spécificité, des objectifs et indicateurs de performance n'ont pas été fixés pour cette mission.

Dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

Provisions

Exécution 2007

Aucune dépense n'est effectuée directement à partir des crédits de cette mission. Ils sont transférés, en tant que de besoin, vers les programmes le nécessitant.

Performance

Compte tenu de sa spécificité, des objectifs et indicateurs de performance n'ont pas été fixés pour cette mission.

Dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.

Remboursements et dégrèvements

Dépenses directes

En millions d'euros

1	Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	67 509
2	Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	13 490

Total de la mission : 80 999 M€



Performance

L'évolution des 3 indicateurs est conforme aux prévisions.

Dépenses fiscales

Aucune dépense fiscale n'est associée à cette mission.